



Contrat-cadre relatif à la fourniture de prestations dans le domaine informatique

fondé sur l'adjudication d'un marché public

(24194) 104 SPRINT (Réalisation et intégration de logiciels) **lots 1, 2 et 3**

Publié sur la plateforme www.simap.ch (no le *sélectionner la date*)

conclu entre la Confédération suisse, agissant par :

Office fédéral des constructions et de la logistique (OFCL)
Fellerstrasse 21
CH-3003 Berne

appelé ci-après « service d'achat »

pour la

Chancellerie fédérale ChF
Transformation numérique et gouvernance de l'informatique TNI
Monbijoustrasse 91
3003 Berne

appelé ci-après individuellement « service demandeur », et collectivement « adjudicateur »

et l'entreprise

Indiquer la désignation exacte de l'entreprise

Indiquer l'adresse

Indiquer le NPA/le lieu

appelée ci-après « entreprise »

Table des matières

Contexte, description du projet et buts.....	5
1 Objet du contrat	5
2 Éléments du contrat	5
3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats subséquents	6
4 Prestations de l'entreprise	6
4.1 Description des prestations	6
4.1.1 Reprise des prestations existantes	6
4.1.2 Documentation et travaux de clôture	7
4.2 Commande	7
4.2.1 Déroulement mini-tender	7
4.2.2 Évaluation des offres dans le cadre du mini-tender.....	9
5 Assurance qualité	9
6 Obligations de participation du service demandeur	10
7 Personnes-clés	10
8 Procédure d'intervention par paliers	11
9 Conditions de la réception des prestations ayant le caractère d'un ouvrage	11
10 Gestion des modifications (modifications des prestations).....	12
11 Lieu d'exécution.....	13
12 Calendrier	13
13 Rémunération	13
14 Facturation/plan de paiement	14
15 Assurances sociales	14
16 Peines conventionnelles	15
17 Droits de propriété.....	15
18 Garantie et responsabilité.....	15
19 Autres dispositions	15
19.1 Clause d'intégrité.....	15
19.2 Déclaration du soumissionnaire	15
19.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes.....	16
19.4 Sous-traitance	16
19.5 Protection des moyens informatiques contre les cyberattaques et obligation de notification	16
19.6 Compensation du renchérissement.....	17
19.7 Obligation de déclaration.....	18
19.8 Réserve d'approbation du crédit.....	18
19.9 Logiciels open source	18
20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques	19
21 Pas de société simple.....	19
22 Droit applicable, for	19
23 Entrée en vigueur, modifications et durée du contrat-cadre.....	19
23.1 Entrée en vigueur/durée du contrat-cadre	19

23.2	Modifications du contrat-cadre	19
23.1	Résiliation pour justes motifs	19
24	Nombre d'exemplaires et signatures par les parties.....	21

Contexte, description du projet et buts

En réponse à l'appel d'offres publié le **Sélectionner la date** avec les documents complémentaires sur la plateforme www.simap.ch, l'entreprise a présenté une offre portant sur les prestations demandées par le service adjudicateur. Par publication n° **Indiquer le numéro** publiée sur www.simap.ch le **Sélectionner la date**, elle a remporté le marché. Les conditions contractuelles y afférentes sont régies par le présent contrat ainsi que par les éléments qui s'y rapportent.

Les projets à réaliser ne peuvent être déterminés que partiellement au moment de la conclusion du contrat. Considérant cette situation, les parties conviennent d'un contrat-cadre.

Sur la base du présent contrat-cadre, l'entreprise et le service demandeur concluent, aux fins de la réalisation de projets particuliers, des contrats spécifiques portant sur la fourniture de prestations et ouvrages. Les prestations obligatoires liées au projet ne résultent que des contrats individuels ; la présente convention n'implique ni obligation de commande de la part de l'adjudicateur ni obligation de prestation de la part de l'entreprise.

1 Objet du contrat

Le présent contrat-cadre règle les droits et les obligations fondamentaux des parties relatifs à la fourniture de prestations de développements dans le domaine des TIC dans le cadre d'un mandat et d'un ouvrage.

Il vise en particulier à définir un processus coordonné dans le cadre de la réalisation de différents projets et à harmoniser les procédures s'appliquant aux relations d'affaires actuelles et à venir des parties.

2 Éléments du contrat

En cas de contradictions, les dispositions du présent contrat-cadre priment celles de tout autre contrat subséquent et avenant, à moins que les parties ne prévoient expressément des règles dérogeant au contrat-cadre et signalées comme telles.

Au reste, font partie intégrante du présent contrat-cadre, dans l'ordre de priorité suivant :

- a) le présent contrat-cadre, y compris ses éventuels avenants
- b) les annexes au présent contrat-cadre
- c) l'appel d'offres et sa documentation (en particulier le cahier des charges) relatifs au projet (24194) 104 SPRINT
- d) tous les contrats subséquents, y compris leurs éventuels avenants;
- e) toutes les annexes des contrats subséquents, y compris leurs éventuels avenants
- f) les conditions générales (CG) de la Confédération applicables en fonction des prestations convenues dans le contrat subséquent concerné, à savoir les :
Lots 1 et 2 - CG pour les contrats d'entreprise dans le domaine informatique et pour la maintenance de logiciels individuels (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)
- CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)
- g) l'offre de l'entreprise **Sélectionner la date**
- h) Les offres concrétisées de l'entreprise dans le cadre de la procédure d'appel d'offres.

Si des éléments du contrat se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. En cas de contradictions entre des annexes du même niveau hiérarchique, les dispositions les plus récentes priment les plus anciennes.

L'offre de l'entreprise ne doit pas modifier les autres éléments du contrat ; elle ne contribue qu'à préciser les points qui n'y font pas l'objet d'une réglementation suffisante.

Par la signature du présent contrat, les parties contractantes confirment qu'elles disposent des éléments contractuels susmentionnés et qu'elles souscrivent à l'ordre indiqué.

Les conditions générales de l'entreprise ne sont pas applicables.

3 Relation entre le contrat-cadre et les contrats subséquents

Le présent contrat-cadre ne fonde pour le service adjudicateur aucune obligation de recourir à des prestations de l'entreprise, quelles qu'elles soient (en particulier aucune obligation d'acquisition ou d'acquisition minimale ni autre obligation similaire). Une telle obligation naît uniquement de la conclusion entre les parties d'un contrat spécifique établi dans le respect des dispositions du présent contrat-cadre.

La conclusion d'un contrat subséquent valable engageant les parties est subordonnée à la validité du présent contrat-cadre.

La fin du présent contrat-cadre n'entraîne pas celle des contrats subséquents conclus sur sa base et pendant sa durée de validité. Le cas échéant, les dispositions du présent contrat-cadre sont réputées faire partie intégrante des contrats subséquents fondés sur lui jusqu'à la fin de ces derniers.

Les contrats spécifiques sont en principe conclus pour la durée des projets spécifiques. Cela signifie que des contrats spécifiques peuvent être conclus au-delà de la durée du présent contrat-cadre (trois ans de plus au maximum).

4 Prestations de l'entreprise

4.1 Description des prestations

L'entreprise fournit les prestations convenues dans le contrat spécifique conclu avec le service demandeur dans le domaine du développement de logiciels.

Les prestations à fournir par l'entreprise pendant la durée du contrat-cadre comprennent des prestations à caractère de mandat et d'ouvrage.

Lot 1 : le présent contrat-cadre concerne les prestations suivantes : développement de petits projets (coûts inférieurs à 1 million de francs), tel que décrit dans l'annexe 3.1 du cahier des charges. Des prestataires spécialisés dans le développement et dans l'assistance seront choisis pour ce lot. Ils devront fournir des prestations de développement ainsi que des services cloud et établir des rapports et des évaluations.

Lot 2 : le présent contrat-cadre concerne les prestations suivantes : développement de plus gros projets (coûts compris entre 1 million et inférieurs 5 millions de francs), tel que décrit dans l'annexe 3.1 du cahier des charges. Des prestataires spécialisés dans le développement et dans l'assistance seront choisis pour ce lot. Ils devront fournir des prestations de développement ainsi que des services cloud et établir des rapports et des évaluations.

Lot 3 : le présent contrat-cadre concerne les prestations suivantes : prestations d'intégration, telles que décrites dans l'annexe 3.2 du cahier des charges. Des prestataires spécialisés dans le développement et dans l'assistance seront choisis pour ce lot. Ils prendront en charge les tâches liées à l'intégration et au contrôle qualité ainsi qu'à la gestion des risques et du code source.

Les prestations sont entièrement conçues comme des options. En d'autres termes, les adjudicataires n'ont pas le droit de faire valoir de commande partielle ou entière auprès d'eux. L'obtention des prestations individuelles résulte de la procédure d'appel d'offres décrite ci-dessous.

4.1.1 Reprise des prestations existantes

L'entreprise est prête à reprendre les processus existants, les instruments de travail, les travaux préparatoires, les projets, la documentation, les travaux entamés, etc. selon les instructions du service demandeur et à soutenir au mieux ce dernier lors du transfert des prestations du fournisseur de prestations précédent.

4.1.2 Documentation et travaux de clôture

L'entreprise documente toutes les prestations de façon suffisamment détaillée pour que le service demandeur soit à même de les utiliser conformément à leur destination, de les exploiter, de les entretenir et de les développer, ainsi que d'en assurer l'éventuelle migration vers un autre soumissionnaire.

Si le présent contrat-cadre prend fin dans son intégralité (notamment en cas de résiliation) ou si les prestations fondées sur un contrat spécifique prennent fin, l'entreprise doit remettre au service demandeur une documentation suivie et complète des prestations fournies. Cette documentation fait toujours l'objet des mesures d'AQ périodiques/liées au projet selon le chiffre 5

Le contenu de la documentation est fixé en détail dans le contrat subséquent concerné.

Sur demande, l'entreprise doit soumettre les travaux de clôture et de remise au service demandeur trois mois avant la fin du présent contrat-cadre. Les questions suivantes ont été approfondies :

- la planification et la réalisation d'un projet de clôture et de remise;
- la remise sans faille des prestations et des livraisons à un éventuel nouvel adjudicataire, que l'entreprise doit soutenir avec tous les moyens à sa disposition; elle ne doit en outre rien faire qui puisse entraver ou compromettre le transfert.

4.2 Commande

La commande de prestations concrètes se fait via la procédure dite du mini-appel d'offres, dont le déroulement est décrit ci-dessous.

4.2.1 Déroulement mini-tender

Tous les adjudicataires **des lots** de l'appel d'offres (24194) 104 SPRINT (Réalisation et intégration de logiciels) sont invités à présenter une offre.

Le mini-tender suit la procédure décrite ci-dessous.

1. Le service demandeur établit une description détaillée des exigences minimales et des exigences évaluées, qui comprend notamment une description détaillée des résultats et objectifs à atteindre en matière de travail et des prestations de travail à fournir (commande). Les entreprises reçoivent ces commandes sous forme standardisées via un outil (p. ex. par MTM)
Il est également possible d'établir des exigences concernant les collaborateurs à engager, qui découlent des prestations requises. Pour le reste, le prestataire reste toutefois libre de choisir la manière dont il souhaite atteindre les résultats et les objectifs du travail. Le service demandeur fait parvenir ces descriptions par voie électronique aux adjudicataires sous forme de commande. Les prestations doivent être fournies sur la base d'un taux horaire par collaborateur (max. 1'743 heures par personne et par an) ou d'un forfait (max. 10'000 heures par an). Les exigences facultatives et les exigences impératives concernant les collaborateurs et la fourniture des prestations sont spécifiées dans les commandes.
2. Le service demandeur répond aux questions par courriel et peut convoquer une ou plusieurs réunions avec tous les soumissionnaires en même temps, y compris ceux du lot 3, afin d'apporter des précisions concernant le mandat. La ou les date/s de la ou des réunion/s commune/s est communiquée dans le cahier des charges et les participants ne sont pas rémunérés. Si un soumissionnaire ne peut pas être présent, il en va de sa propre responsabilité.
3. Le soumissionnaire soumet dans le délai raisonnable spécifié dans la demande une offre sous format électronique comprenant les informations ci-dessous. Aucune indemnité n'est versée pour l'établissement de l'offre.
 - a) Description de la solution, description des prestations et procédure, y compris délimitations
 - b) Indications concernant l'exécution des prestations et la méthode conformément au cahier des charges et aux critères de la procédure de commande
 - c) Confirmation écrite selon laquelle l'entreprise a pris connaissance des obligations de collaborer du service demandeur définies dans la demande d'offre

- d) Respect des conditions de participation, des critères d'aptitude et des spécifications techniques
- e) Disponibilités quant aux dates et à la planification des capacités
- f) Description de l'état final et des résultats des prestations ainsi que, éventuellement, une déclaration selon laquelle le soumissionnaire accepte la procédure de réception proposée
- g) Calendrier détaillé basé sur le calendrier indiqué dans la demande d'offre et, éventuellement, l'indication des délais de livraison
- h) Calcul des coûts (estimation du nombre d'heures nécessaires pour l'exécution de la mission, tarif horaire inclus)
- i) Prix (prix ferme et/ou taux horaire avec plafond des coûts)

Important : Les prix ou tarifs horaires hors TVA proposés dans le cadre de la procédure d'appel d'offres qui constitue la base du présent contrat-cadre (cf. point 2, let. c, ci-dessus) constituent le tarif maximum. Ils sont fixés au point 13 ci-après.

4. Soit les services demandeurs remettent les deux soumissionnaires ayant obtenu les meilleurs résultats en concurrence pour un *proof of concept* (PoC), soit ils attribuent le mandat directement au soumissionnaire ayant obtenu les meilleurs résultats. En cas de mise en concurrence, chaque soumissionnaire reçoit une indemnisation de 5000 francs au minimum pour le PoC. L'indemnisation doit tenir compte de la durée et à la complexité du PoC. Elle peut donc être supérieure à 5000 francs, mais pas inférieure.
L'entreprise qui obtient l'adjudication à l'issue de la mise en concurrence travaille à partir des résultats obtenus dans le cadre de son PoC et ne peut pas facturer ces derniers une deuxième fois.

5. L'offre reçue est comparée aux offres des autres participants au mini-tender et évaluée en fonction des informations fournies dans la demande d'offre. Si les deux soumissionnaires obtiennent le même nombre de points, le mandat est attribué à celui qui a soumis son offre en premier (la date de réception électronique de l'offre fait foi).

Évaluation du prix : Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère **jusqu'à concurrence de 75 %** reçoivent des points (interpolation linéaire entre 100 % et 175 %).

Tous les prix qui dépassent le prix de l'offre la moins chère de 175 % ou plus obtiennent zéro point. Lorsque le résultat du calcul effectué selon la formule ci-dessous est un nombre négatif, le nombre de points attribué est donc de 0 (pas de points négatifs).

6. Un contrat subséquent est conclu avec l'entreprise dont l'offre répond le mieux aux exigences (voir l'évaluation des offres ci-dessous).
7. Si le gagnant de l'appel d'offres doit renoncer à l'exécution du mandat pour des raisons importantes, celui-ci est attribué au soumissionnaire suivant ayant participé à la procédure du mini-appel d'offres.
8. Les soumissionnaires non retenus lors de la procédure d'appel peuvent demander un entretien (débriefing) au bénéficiaire de la demande dans un délai de 10 jours. S'il existe de justes motifs, les soumissionnaires non retenus peuvent demander une vérification suivie d'un débriefing oral au secteur TNI de la ChF. Il n'est pas possible de déposer un recours lors de la procédure d'appel d'offres. Les décisions du secteur TNI de la ChF sont définitives.
9. Le service demandeur établit le contrat spécifique (mandat et contrat d'entreprise) avec les indications concernant la facturation et le transmet à l'entreprise. Les travaux sont entamés au plus tôt après la signature du contrat par les deux parties. Le contrat spécifique peut outrepasser la durée du contrat-cadre. La durée du contrat spécifique est définie en fonction du projet sur lequel il porte. Cela signifie que le contrat spécifique peut également être prolongé en cas de retard ou adapté en cas de modification du projet. Il ne peut toutefois outrepasser la durée du contrat-cadre que de trois ans au maximum (cf. point 3 ci-dessus).

Remarques : Lorsque les travaux sont importants, le contrat subséquent peut renvoyer à tout moment à d'autres documents à établir dans le cadre de la commande (spécification, cahier des charges, offre,

critères de réception, critères de qualité, etc.).

4.2.2 Évaluation des offres dans le cadre du mini-tender

Les critères obligatoires ainsi que le degré de réalisation des critères d'adjudication de la procédure d'appel d'offres (cf. chiffre 2, let. c ci-dessus) doivent continuer à être remplis pendant le mini-appel d'offres.

Les offres reçues sont évaluées conformément aux exigences énoncées ci-dessous. Ces exigences seront spécifiées plus en détail dans la demande d'offre concernant la commande spécifique au projet à réaliser. De même, la pondération et la méthode d'évaluation des exigences seront définies dans la demande d'offre concrète.

Ceux-ci sont concrétisés dans les demandes d'offres.

N°	Désignation des critères généraux	Remarques
Cg 1	Critères d'adjudication en lien avec la qualité et les prestations (au moins un Cg 1 par mini-tender)	Critères facultatifs, définis pour évaluer le volume et la qualité des prestations requises, en particulier dans le projet de mini-tender. Pour l'évaluation, des données de référence peuvent être demandées et vérifiées directement auprès de la personne citée comme référence.
Cg 2	Prix (critère fixe)	Tarif horaire en francs suisses (hors TVA) pour les prestations requises. Ne doit pas dépasser le tarif horaire hors TVA proposé dans l'offre OMC.
Cg 3	Audition/mise en concurrence (facultatif)	Après avoir présenté ses résultats, le soumissionnaire peut être interrogé sur des thèmes spécialisés.
Cg 4	Disponibilité (critère fixe)	Selon calendrier

Les **exigences minimales** suivantes sont obligatoirement demandées dans la demande d'offre : Aucune autre exigence minimale ne peut être ajoutée.

Compréhension du mandat (Cg 1)

Prix (Cg 2)

Disponibilité (Cg 4)

D'autres exigences de qualités (Cg 1) ou une audition (Cg 3) peuvent être demandées en complément des exigences minimales dans la procédure de mini-tender.




5 Assurance qualité

Le service demandeur (chef de projet ou hiérarchie) évalue périodiquement (au moins semestriellement) la qualité des prestations de l'entreprise ainsi que les collaborateurs retenus, en relation avec le projet pour lequel celle-ci travaille ; les résultats des évaluations sont discutés entre les personnes-clés des parties au contrat compétentes sur les plans technique et commercial.

L'évaluation tient notamment compte :












- du respect des délais et du budget ;
- de la qualité des produits livrés ou des prestations ;
- de la qualité des collaborateurs ;
- de la qualité des offres dans la procédure de commande ;
- de la documentation des résultats des prestations, et
- du rapport qualité-prix.

Chaque mandat et chaque collaborateur est évalué au moyen du code couleur suivant :

 (Vert) Prestation irréprochable et de qualité	 (Jaune) Prestation moyenne	 (Rouge) Prestation insuffisante
<ul style="list-style-type: none"> - Respect des délais et du prix annoncés - Qualité irréprochable - Documentation de qualité, complète et compréhensible - Les assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des critères d'aptitude et des spécifications techniques) et celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité sont respectées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Léger retard et/ou écart de prix - Qualité moyenne - Documentation insuffisante - Les assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des critères d'aptitude et des spécifications techniques) et celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité ne sont, en majeure partie, pas respectées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Gros retard et/ou écart de prix - Qualité insuffisante - Documentation inexistante ou incompréhensible - Les assurances données lors de l'appel d'offres (satisfaction des exigences minimales ressortant des critères d'aptitude et des spécifications techniques) et celles données dans le cadre des critères d'adjudication en matière de qualité ne sont pas respectées.

Les évaluations individuelles sont mises en commun et donnent un résultat global qui rend compte du niveau de satisfaction sur la période observée.

Conséquences de l'évaluation en relation avec le nombre de mandats/la période :

Nombre	Statut	Mesure
1		L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut.
		L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut. La direction des deux parties est informée de la situation.
2	 + ( ^ )	L'entreprise doit informer par écrit des mesures prises pour prévenir tout nouveau défaut. La direction des deux parties est informée de la situation.
	 + 	Cette situation peut être considérée comme un juste motif de dénonciation du contrat conformément au chiffre 23.3 .
3	 +  + ( ^ )	Cette situation peut être considérée comme un juste motif de dénonciation du contrat conformément au chiffre 23.3 .

6 Obligations de participation du service demandeur

Les obligations de collaboration du service demandeur sont les suivantes :

Fournir les informations et les données ainsi que les coordonnées des personnes de contact nécessaires à une exécution des prestations conforme au contrat et que l'entreprise n'a pas.

Au besoin, des obligations de collaboration supplémentaires peuvent être convenues dans le contrat subséquent.

7 Personnes-clés

Du côté de l'entreprise, la responsabilité générale incombe à (interlocuteur unique, SPOC) :

Nom et prénom	<i>Indiquer les nom et prénom</i>
Fonction	<i>Indiquer la fonction</i>

Courriel	<i>Indiquer l'adresse électronique</i>
N° de téléphone	<i>Indiquer le n° de téléphone</i>

Nom de la personne clé auprès de l'entreprise

Du côté du service demandeur, la responsabilité générale incombe à :

Nom et prénom	<i>Indiquer les nom et prénom</i>
Fonction	<i>Indiquer la fonction</i>
Courriel	<i>Indiquer l'adresse électronique</i>
N° de téléphone	<i>Indiquer le n° de téléphone</i>

Responsabilité générale auprès du service demandeur

Les collaborateurs retenus et les personnes clés de l'entreprise sont indiqués dans l'offre de l'entreprise et dans le contrat spécifique concerné.
Tout remplacement spontané par l'entreprise de collaborateurs retenus ou de personnes-clés requiert l'autorisation préalable du service demandeur.

8 Procédure d'intervention par paliers

Les éventuels différends sont réglés selon la procédure d'intervention par paliers ci-dessous.
Paliers au sein du service adjudicateur :

Paliers	Intéressés
1	<i>Chef de projet</i>
2	<i>Chef de projet du côté du mandant</i>
3	<i>Direction</i>

Paliers chez l'adjudicateur

Paliers au sein de l'entreprise :

Paliers	Intéressés
1	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
2	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>
3	<i>Indiquer la fonction au sein de l'entreprise, l'échelon hiérarchique et éventuellement le nom et le prénom</i>

Paliers au sein de l'entreprise

La procédure d'intervention par paliers n'a pas d'influence sur la réglementation des droits de signature. Dès lors qu'un accord a pu être trouvé, il convient de solliciter en temps utile la signature des personnes habilitées en la matière pour les éventuelles adaptations du contrat ou des conditions générales juridiquement contraignantes.

Si aucun accord n'est trouvé au niveau d'un palier donné dans un délai de 30 jours, chaque partie a le droit de porter le différend par écrit au palier supérieur ou, après que le dernier palier a été atteint, devant le tribunal compétent. À cette fin, les indications suivantes doivent au moins être fournies : objet du différend, cause du point de vue de la partie concernée, effets sur le rapport prix/prestations et proposition de règlement ou d'approches susceptible de conduire à un règlement.

Les parties utilisent l'instrument de la procédure d'intervention par paliers selon le principe de la bonne foi et dans le but d'éliminer les différends d'un commun accord. Chaque partie assume ses propres frais.

Il ne faut pas initier de procédure d'intervention par paliers si cela est manifestement inopportun ou inutile (faillite de l'entreprise, rupture du rapport de confiance entre les parties, etc.).

9 Conditions de la réception des prestations ayant le caractère d'un ouvrage

Si les prestations objet de la procédure de commande ont le caractère d'un ouvrage, il y a lieu de convenir des dates et des critères de réception dans le contrat subséquent concerné.

Après avoir subi un test de fonctionnement et avant d'être remis au service demandeur, l'ouvrage est soumis à un examen commun (examen de réception). L'entreprise invite le service demandeur à cet

examen en temps utile. L'examen et ses résultats font l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Les éventuels défauts constatés lors de l'examen de réception sont classés comme suit :

Classe 1 : l'utilisation de l'ouvrage ne peut donner satisfaction d'un point de vue économique ou technique.

Classe 2 : les principales fonctions de l'ouvrage sont assurées, mais une fonction partielle essentielle manque ou est défectueuse, ce qui complique l'utilisation de la prestation.

Classe 3 : toutes les fonctions essentielles des prestations sont garanties, mais une fonction partielle non essentielle fait défaut ou est déficiente.

S'il met en évidence un ou plusieurs défauts de la classe 3 ou un seul défaut de la classe 2, l'examen se conclut par la réception de l'ouvrage. L'entreprise corrige immédiatement les défauts constatés ou remplace l'ouvrage défectueux par un nouveau qui fonctionne parfaitement.

Si l'examen révèle des défauts de la classe 1 ou au moins deux défauts de la classe 2, la réception est ajournée. L'entreprise corrige immédiatement les défauts constatés ou remplace l'ouvrage défectueux par un nouveau qui fonctionne parfaitement et invite le service demandeur en temps utile à un second examen.

Si la réception est ajournée et que cela conduit à un dépassement du délai contractuel de réception, l'entreprise est automatiquement en demeure.

Si le second examen de réception n'aboutit pas non plus à la réception, le service demandeur peut, au choix :

- a) faire une déduction de la rémunération correspondant à la moins-value ou
- b) exiger la restitution des documents nécessaires (notamment le code source ainsi que les informations et la documentation nécessaires à son traitement) - dans la mesure où l'entreprise est autorisée à les remettre - et prendre lui-même les mesures nécessaires ou les faire prendre par un tiers, aux frais et aux risques de l'entreprise (pour autant que ces personnes disposent des mêmes qualifications minimales que celles mentionnées au chiffre 4.1 du présent contrat-cadre et que les frais ne soient pas disproportionnés) ou
- c) se départir du contrat subséquent.

Le délai de garantie commence à courir dès la réception de l'ouvrage.

La confirmation que la réception a eu lieu avec succès ne porte en rien préjudice à l'exercice des droits de garantie ou d'autres droits.

Des défauts peuvent être notifiés à tout moment pendant le délai de garantie. Les délais de dénonciation des défauts fixés aux art. 201 et 367 du code suisse des obligations ne sont pas applicables.

10 Gestion des modifications (modifications des prestations)

Lors de l'exécution des contrats subséquents, les parties peuvent demander à tout moment par écrit des modifications des prestations convenues. Lorsque le service demandeur souhaite une modification, l'entreprise lui communique par écrit dans les dix jours ouvrables si elle est possible et quelles répercussions elle aurait en particulier sur les prestations à fournir, sur la rémunération et sur les délais. Le service demandeur décide ensuite dans un même délai de la réalisation ou non de la modification. Si c'est l'entreprise qui souhaite une modification, le service demandeur en accepte ou refuse la demande dûment motivée également dans un délai de dix jours ouvrables.

La modification des prestations et l'éventuelle adaptation de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat sont consignées sous forme d'avenant au contrat subséquent avant l'exécution.

Le plafond des coûts ou le prix ferme stipulé dans le présent contrat ou dans les contrats subséquents respectifs ne peut être dépassé.

11 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution est l'adresse ci-dessous du service demandeur. D'éventuelles dispositions dérogatoires peuvent être convenues dans le contrat subséquent.

Sites de l'administration fédérale en Suisse

12 Calendrier

Si les délais convenus dans le contrat subséquent sont expressément désignés comme entraînant la mise en demeure, les dispositions ci-dessous s'appliquent.

Si un délai expire sans avoir été utilisé, l'entreprise tombe automatiquement en demeure, autrement dit sans sommation préalable de la part du service demandeur.

Si l'entreprise tombe en demeure, elle est redevable de la peine conventionnelle prévue dans les dispositions des conditions générales applicables au contrat spécifique (cf. point 2).

13 Rémunération

L'entreprise fournit les prestations conformément au présent contrat-cadre et au contrat subséquent concerné, selon les modalités suivantes :

- soit à prix ferme (y c. le calcul de la charge de travail en heures par groupe professionnel);
- en régie, jusqu'à concurrence d'un montant déterminé (plafond de coûts). Les tarifs horaires applicables sont indiqués dans l'offre présentée par l'entreprise lors de la procédure de commande.

Le volume maximal pour toutes les prestations pouvant être commandées en vertu du présent contrat-cadre résulte des données d'adjudication publiées dans le système d'information sur les marchés publics en Suisse www.simap.ch (nombre d'heures estimées) et des prix de l'offre.

Lot 1 : Rémunération des options :

138 400 000 francs (TVA non comprise)

Tarif horaire maximal : CHF *Saisir le montant* (hors TVA)

Plafond des coûts totaux maximum : 138 400 000 francs (TVA non comprise)

Lot 2 : Rémunération des options :

50 000 000 francs (TVA non comprise)

Tarif horaire maximal : CHF *Saisir le montant* (hors TVA)

Plafond des coûts totaux maximum : 50 000 000 francs (TVA non comprise)

Lot 3 : Rémunération des options :

33 000 000 francs (TVA non comprise)

Tarif horaire maximal : CHF *Saisir le montant* (hors TVA)

Plafond des coûts totaux maximum : 33 000 000 francs (TVA non comprise)

Tous les prix s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui s'applique au taux en vigueur au moment de la facturation.

Les prix incluent tous les frais accessoires (frais, assurances, cotisations aux assurances sociales, etc.). Ceux-ci doivent être présentés séparément si la procédure de commande l'exige.

Les réserves suivantes s'appliquent :

- l'entreprise ne peut exiger que le service demandeur commande des prestations jusqu'à atteindre le volume d'achat maximal ci-dessus ;
- seules sont rémunérées les prestations qui ont été fournies conformément aux conditions convenues dans le contrat subséquent ;
- les prestations de ce contrat-cadre et des contrats spécifiques qui en découlent peuvent être sollicitées par l'ensemble de l'Administration fédérale centrale.

La commande de prestations est subordonnée à la disponibilité des crédits nécessaires et à l'avancement des projets.

Le service demandeur peut exceptionnellement demander par écrit et commander des services de permanence et des prestations en dehors des heures normales de travail (soir, nuit, samedi/dimanche). Cette requête doit être assortie d'une date de début et de fin. Dans le cas correspondant, le prestataire peut facturer au service demandeur les suppléments mentionnés ci-dessous sur la base du taux horaire convenu dans le contrat spécifique :

- aucun supplément du lundi au vendredi de 6h00 à 23h00
- supplément de 25 % du lundi au samedi de 23h00 à 6h00
- supplément de 50 % les dimanches et les jours fériés

Les parties s'entendent sur les services de piquet et les fixent dans le cadre du contrat spécifique dans le respect des suppléments indiqués ci-dessus. L'entreprise s'assure que les autorisations nécessaires sont disponibles.

En cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts :

L'entreprise établit un rapport rendant compte de toutes les heures de travail accomplies, visé par les deux parties. Ce rapport indique l'heure exacte du début du travail ainsi que la nature et la durée de ce dernier. Le rapport, signé par l'entreprise, est fourni spontanément au service demandeur dans les dix jours ouvrables suivant la fin d'un mois. Les paiements sont exécutés sous réserve de l'approbation des rapports par le service demandeur. Celle-ci doit intervenir dans les dix jours suivant la réception du rapport si le service demandeur n'émet aucune réserve sur ledit rapport. Les éventuelles réserves doivent être communiquées par écrit à l'entreprise dans les dix jours ouvrables suivant la réception du rapport.

14 Facturation/plan de paiement

L'entreprise facture ses prestations au service demandeur sous forme électronique (facture électronique). Des informations de l'administration fédérale sur la facturation électronique sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.efv.admin.ch/efv/fr/home/efv/erechnung/aktuell.html>

La facturation est définie dans le contrat subséquent. Sous réserve d'accord contraire ou complémentaire, les dispositions suivantes s'appliquent :

- a) En cas de prestations fournies en régie avec plafond des coûts : L'entreprise établit des factures électroniques mensuelles, auxquelles elle joint les rapports de prestations approuvés, en format PDF. Le service demandeur effectue le paiement après avoir approuvé les rapports de prestations.
- b) En cas de prestations fournies à prix ferme : l'entreprise établit la facture après approbation de tous les rapports / du rapport final.
- c) En cas de prestations fournies à prix ferme avec plan de paiement : l'entreprise établit des factures électroniques pour les paiements partiels ressortant du plan de paiement stipulé dans le contrat spécifique, aux conditions convenues. Les paiements pour des prestations partielles ne sont effectués que si les conditions applicables aux termes du contrat subséquent sont remplies.

15 Assurances sociales

Les prestations à fournir et les activités à exercer en vertu du présent contrat-cadre et des contrats subséquents fondés sur ce dernier constituent une activité lucrative indépendante au regard du droit des assurances sociales. Il incombe par conséquent à l'entreprise de verser ses propres cotisations et

celles de ses collaborateurs à sa caisse de compensation AVS. Toute clause contredisant ce classement est nulle, c'est-à-dire non contraignante pour l'AVS, et peut entraîner une charge supplémentaire considérable sur le plan tant financier qu'organisationnel pour l'administration fédérale.

Si, contre toute attente, la caisse de compensation AVS devait qualifier ultérieurement le présent contrat comme relevant d'une activité lucrative salariée et exiger le paiement de cotisations aux assurances sociales de la part de l'adjudicateur, l'entreprise s'engage à rembourser lesdites cotisations à l'adjudicateur, sur présentation par ce dernier d'une facture payable à 30 jours.

16 Peines conventionnelles

Si l'entreprise ne respecte pas les dispositions en matière de protection sur le lieu du travail, les conditions de travail, le principe de l'égalité salariale entre femmes et hommes (ch. 5 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)), les délais (ch. 14 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024) ou le ch. 20 des CG pour les contrats d'entreprise dans le domaine informatique et pour la maintenance de logiciels individuels (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)) ou l'obligation de garder le secret (ch. 16 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024) ou le ch. 22 des CG pour les contrats d'entreprise dans le domaine informatique et pour la maintenance de logiciels individuels (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)), elle est redevable d'une peine conventionnelle au sens des chiffres correspondants des CG.

La peine conventionnelle pour violation de la clause d'intégrité est réglée au ch. 19.1.

17 Droits de propriété

Tous les droits de propriété nés de l'exécution du contrat appartiennent à l'adjudicateur (ch. 18 des CG pour les services informatiques (édition d'octobre 2010, état de janvier 2024)). De même, les droits de propriété relatifs aux résultats du travail que les collaborateurs externes mis à disposition ont produits au cours de l'exécution du contrat appartiennent exclusivement au service adjudicateur. Ces résultats ne peuvent pas être utilisés par les collaborateurs externes ou par l'entreprise.

18 Garantie et responsabilité

La responsabilité dans le cadre du contrat-cadre se fonde sur le ch. 20 des CG pour les services informatiques.

La garantie et la responsabilité applicables au contrat spécifique découlent des CG pertinentes (cf. ch. 2 du présent document).

19 Autres dispositions

19.1 Clause d'intégrité

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures permettant d'éviter la corruption et à s'abstenir en particulier d'offrir ou d'accepter toute libéralité ou tout autre avantage. Si elle ne respecte pas cet engagement, l'entreprise doit verser une peine conventionnelle au service adjudicateur. La peine s'élève à 10 % du montant cumulé de tous les contrats spécifiques ayant été conclus avec l'entreprise à la date en question et correspond à 3000 francs au minimum par violation de cet engagement.

L'entreprise prend note que toute violation de la clause d'intégrité entraîne en principe la résiliation du contrat par le service adjudicateur pour justes motifs.

19.2 Déclaration du soumissionnaire

Par la signature du formulaire « Déclaration du soumissionnaire » de la Conférence des achats de la Confédération (CA), l'entreprise confirme le respect des dispositions applicables relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail, des obligations d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la loi sur le travail au noir (LTN, RS 822.41), de l'égalité salariale entre femmes et hommes, du droit de l'environnement et des règles de prévention de la corruption (art. 12 de la loi fédérale sur les marchés publics [LMP; RS 172.056.1]; art. 4 et annexe 3 de l'ordonnance sur les marchés publics [OMP; RS 172.056.11]).

L'entreprise a en outre attesté, au moyen du formulaire de déclaration du soumissionnaire du SECO, le respect des mesures en rapport avec l'Ukraine conformément à l'art. 29c (RS 946.231.176.72, « Ordonnance »)

19.3 Contrôle de sécurité relatif aux personnes

Le service demandeur peut demander au service spécialisé CSP DDPS d'effectuer un contrôle de sécurité relatif aux personnes. À la première requête du service demandeur, les collaborateurs retenus par l'entreprise doivent se soumettre à un contrôle de sécurité relatif aux personnes du degré requis par l'ordonnance du 8 novembre 2023 sur les contrôles de sécurité relatifs aux personnes (OCSP, RS 128.31). Le présent contrat peut être résilié en tout ou en partie si les personnes sont considérées comme représentant un risque (art. 154 CO).

Il appartient au service demandeur de décider de contraindre l'entreprise à remplacer dans un délai de quatorze jours les collaborateurs concernés par des personnes ayant les mêmes qualifications et jugées comme ne présentant pas de risques.

Si le contrat est résilié totalement ou partiellement et si les prestations convenues contractuellement sont rémunérées en régie, le travail dont l'exécution est attestée est rémunéré aux tarifs horaires convenus. En revanche, lorsque la rémunération convenue consiste en un prix ferme, l'entreprise supporte seule le risque que le contrôle de sécurité auquel sont soumis ses collaborateurs n'aboutisse pas à une déclaration de sécurité.

19.4 Sous-traitance

Le recours à des sous-traitants ou leur remplacement en vue de l'exécution du contrat requiert l'approbation écrite préalable du service demandeur. Le service demandeur ne peut la refuser que pour justes motifs. En cas de refus, l'entreprise a le droit de transmettre sa demande aux organes concernés, conformément au ch. 8 « Procédure d'intervention par paliers ».

Le recours à *Indiquer le nom de l'entreprise* est autorisé.

L'entreprise demeure responsable envers le service adjudicateur pour la fourniture des prestations des sous-traitants et pour la réparation des dommages causés par ceux-ci, au même titre que si elle avait agi elle-même.

19.5 Protection des moyens informatiques contre les cyberattaques et obligation de notification

I. Il incombe à l'entreprise de protéger ses systèmes informatiques et de télécommunication (soit, en particulier, les technologies de l'information et de la communication qu'elle utilise, notamment les applications, les systèmes d'information et de collectes de données ainsi que les installations, produits et services servant au traitement électronique des informations) contre toute attaque susceptible d'entrer en contact avec l'objet du présent contrat, en prenant toutes les précautions possibles d'un point de vue technique et organisationnel en l'état actuel des connaissances et en fonction des risques encourus.

L'entreprise s'assure que les activités prédéfinies par le service demandeur soient enregistrées et que ces enregistrements soient analysés en permanence afin de pouvoir détecter et contrer les cyberattaques à un stade précoce.

Il incombe à l'entreprise d'empêcher efficacement la réalisation d'un danger identifié, de mettre immédiatement en œuvre la résolution du problème et d'en informer sans délai le service demandeur.

L'entreprise corrige immédiatement et à ses frais les vulnérabilités découvertes avant, pendant ou après une cyberattaque (c'est-à-dire les points faibles ou les erreurs des moyens informatiques ayant le potentiel de permettre une cyberattaque).

Sont notamment considérés comme « attaques » (terme équivalent : « cyberattaques ») les cas d'accès interne ou externe non autorisé, de perturbation, de manipulation ou d'utilisation abusive des systèmes.

II. Lors du traitement de données et d'informations de la Confédération, l'entreprise s'engage à respecter les exigences et les prescriptions de la loi sur la protection des données (LPD¹) et de la loi sur la

¹ Loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la protection des données, RS 235.1

sécurité de l'information (LSI²) y compris les ordonnances d'exécution correspondantes, ainsi que celles sur la protection informatique de base de la Confédération. Elle transfère ces obligations aux tiers auxquels elle fait appel (p. ex. fournisseurs et sous-fournisseurs, substituts, sous-traitants).

III. L'entreprise signale les cyberattaques potentiellement réussies, c'est-à-dire lorsque la confidentialité, la disponibilité, l'intégrité ou la traçabilité des informations de la Confédération sont directement ou indirectement perturbées ou menacées, ou que telle en était l'intention. C'est notamment le cas lorsque les moyens informatiques attaqués ont accès à des moyens informatiques de la Confédération ou lorsque des indices laissent penser que ces attaques ont été menées en vue de préparer d'autres cyberattaques ou qu'elles s'accompagnent d'actes de chantage, de menaces ou de contrainte. L'entreprise signalera la nature et le déroulement d'une telle cyberattaque au plus tard dans les 48 heures suivant sa découverte. Les parties s'informent mutuellement et en continu du type et de l'exécution de la cyberattaque, des conséquences possibles et réelles, des mesures prévues et mises en œuvre.

Les signalements doivent être adressés aux organismes suivants :

- service demandeur (personne de contact indiquée dans le contrat spécifique),
- Office fédéral de la cybersécurité (OFCS, ex NCSC), via un formulaire en ligne³.

Si le service demandeur ou l'OFCS le jugent nécessaire pour protéger les données et les informations de la Confédération, l'entreprise leur donne immédiatement accès, ainsi qu'aux tiers auxquels ils font appel pour le traitement de l'incident, aux analyses, aux rapports d'enquête et aux autres constatations et informations (documents, données, log, objets, etc.) qui permettent d'analyser et de contrer la cyberattaque et son impact.

IV. L'entreprise fournit spontanément tous les six mois des preuves attestant de sa cybersécurité au centre d'appel sous forme électronique et sans les facturer séparément. Si ces preuves sont jugées insuffisantes ou s'il existe des indices de lacunes en matière de cybersécurité, le service demandeur (ou un tiers mandaté par celui-ci) peut procéder à des audits de cybersécurité auprès de l'entreprise et des tiers auxquels elle fait appel. Ces audits sont communiqués trente jours ouvrés à l'avance. Chaque partie supporte ses propres coûts liés à de tels audits. Toutefois, si des lacunes importantes en matière de cybersécurité sont constatées dans le cadre d'un audit, l'entreprise supporte en plus de ses propres frais et des dépenses engagées pour y remédier, les frais d'audit du service demandeur.

V. L'entreprise est redevable d'une peine conventionnelle si elle ne remplit pas, ou pas dans les délais, son obligation de signaler envers le service demandeur en vertu des points I à IV ci-dessus ou si elle ne remédie pas immédiatement aux vulnérabilités ou aux défauts constatés. La peine s'élève à 10 % du montant cumulé de tous les contrats spécifiques ayant été conclus avec l'entreprise à la date en question et correspond à 10 000 francs au minimum par violation. Le paiement de la peine conventionnelle ne libère pas l'entreprise de ses obligations contractuelles. La peine conventionnelle est déduite des éventuels dommages-intérêts.

VI. L'entreprise répond des dommages subis par le service demandeur en raison d'une cyber-attaque et du non-respect des points I à IV à ci-dessus, à moins qu'elle ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable.

VII. L'entreprise s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile adaptée à la nature et au risque du dommage ainsi qu'à prouver, au moment de la conclusion du contrat, qu'elle possède une couverture d'assurance suffisante. Les conditions d'assurance applicables au rapport d'assurance doivent être présentées pour contrôle au mandant avant la conclusion de l'assurance.

19.6 Compensation du renchérissement

Les parties au contrat peuvent, moyennant un préavis de 3 mois pour la fin d'une année civile, mais au plus tôt 1 an après la conclusion du contrat, demander par écrit et de manière motivée une adaptation des prix. Une adaptation a lieu tout au plus dans la mesure où l'indice suisse des prix à la consommation a évolué depuis la signature du contrat et le moment de la demande et uniquement dans la mesure où cette évolution est supérieure à 5 points de pourcentage depuis la dernière fixation

² Loi fédérale du 18 décembre 2020 sur la sécurité de l'information au sein de la Confédération, RS 128

³ Disponible sur <https://www.report.ncsc.admin.ch/fr/>

des prix. La valeur de l'indice en date à laquelle toutes les parties ont signé le contrat sert de base.

19.7 Obligation de déclaration

L'entreprise a pris note du fait que le service adjudicateur doit accorder aux tiers l'accès au présent contrat et à tout avenant ou annexe sur demande si les exigences de la loi sur le principe de la transparence dans l'administration (loi sur la transparence, LTrans; RS 152.3) sont respectées. En règle générale, le service adjudicateur consulte l'entreprise lorsqu'il envisage d'accorder l'accès et lui donne la possibilité de formuler des observations dans un délai de dix jours. Le service adjudicateur informe l'entreprise de sa décision concernant la demande d'accès (art. 11 LTrans). Si l'adjudicateur est tenu d'accorder l'accès au contrat en tout ou en partie à des tiers contre la volonté de l'entreprise, celle-ci peut soumettre par écrit au Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence une demande en médiation dans un délai de 20 jours à compter de la date de réception de la décision du pouvoir adjudicateur (art. 13 LTrans).

19.8 Réserve d'approbation du crédit

les demandes et décisions annuelles relatives aux crédits des organes compétents de la Confédération en matière de budget et de plan financier demeurent réservées.

19.9 Logiciels open source

19.9.1 Le service demandeur se réserve le droit de publier ou de faire publier par l'entreprise (art. 9, al. 1 et 2, LCBE) et de mettre à jour le code source de l'application/des applications développée(s) spécifiquement pour lui sous une forme appropriée en tant que logiciel open source (ci-après OSS).

19.9.2. Tous les logiciels fournis sur mesure au service demandeur dans le cadre du contrat doivent être conçus de manière que le service demandeur puisse les distribuer librement à des tiers ou les publier. Le logiciel ne doit donc pas contenir de composants dont la libre transmission ou la publication par l'entreprise ou par des tiers peut être interdite par des droits de propriété intellectuelle (notamment des droits d'auteur, des droits de conception ou des droits de brevet) ou par d'autres droits connexes (notamment des droits fondés sur la loi fédérale contre la concurrence déloyale).

19.9.3 Les composants du logiciel (programmes, bibliothèques, outils, etc.) ne peuvent être utilisés dans le cadre de l'exécution du contrat que d'une manière compatible avec toutes les licences applicables. L'entreprise tiendra compte en particulier des éventuelles incompatibilités entre les différentes conditions de licences open source.

19.9.4. L'entreprise garantit qu'elle a déclaré tous les composants OSS, que toutes les obligations ou conditions découlant des conditions de licence applicables (par exemple, les déclarations de copyright, les exclusions de garantie ou de responsabilité, etc.) sont remplies, et qu'il n'existe aucun conflit ni aucune incompatibilité entre les différentes conditions de licence des différents composants OSS.

19.9.5 En ce qui concerne la documentation des différents composants logiciels Open Source l'entreprise s'oriente vers le BSI Technical Guideline TR-03183 : Cyber Resilience Requirements for Manufacturers and Products (Part 2: Software Bill of Materials SBOM) ainsi que vers ISO/IEC/IEEE 15289:2019. L'entreprise s'engage à déclarer les composants libres ou open source (OSS) du produit conformément aux dispositions de la licence OSS applicable, ainsi qu'à indiquer explicitement l'identité du ou des auteurs des éléments mentionnés. Après concertation avec le service demandeur, l'entreprise doit joindre la déclaration ainsi que le texte des licences OSS applicables (cf. « Obligations de déclaration » ci-dessous) au produit (si les conditions de licence l'exigent), ou les rendre accessibles directement sur le produit. Le service demandeur est autorisé à mentionner ou à reproduire la déclaration du mandataire dans ses informations sur le client final.

19.9.6. L'entreprise procédera pour le service demandeur à tous les actes nécessaires selon les conditions en matière de licence et les documentera (notamment l'archivage de toutes les versions de logiciels déterminantes dans la forme requise pendant la durée minimale dans la mesure où les conditions de licence l'exigent). Elle ne peut toutefois transmettre à des tiers ou publier des logiciels développés pour le service demandeur qu'avec l'accord écrit préalable de ce dernier.

20 Cession de créances et transfert des rapports juridiques

Les créances de l'entreprise nées du présent contrat-cadre - y compris les contrats spécifiques conclus sur la base du présent contrat-cadre - ne peuvent être cédées ou mises en gage, ni grevées de toute autre manière, sans l'accord écrit du service adjudicateur. L'entreprise est tenue de transférer à ses éventuels ayants droit l'ensemble des droits et des obligations convenus dans le présent contrat-cadre et dans les contrats subséquents fondés sur celui-ci. Le transfert de droits et d'obligations, de parties du contrat ou de l'ensemble des rapports juridiques requiert l'accord écrit du service d'achat. Ce dernier ne peut refuser son consentement que pour de justes motifs.

21 Pas de société simple

Les parties ne constituent en aucun cas une société simple au sens des art. 530 ss CO.

22 Droit applicable, for

En cas de litiges résultant du présent contrat, seul le droit suisse s'applique, à l'exclusion des règles en matière de conflits de lois et de la Convention des Nations Unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1).

Le for exclusif est Berne (Suisse).

23 Entrée en vigueur, modifications et durée du contrat-cadre

23.1 Entrée en vigueur/durée du contrat-cadre

Après signature du document par toutes les parties, le présent contrat prend effet le 1^{er} mars 2025. Il est valable jusqu'au : 31 décembre 2033. Les rapports contractuels prennent fin sans résiliation après cette date.

23.2 Modifications du contrat-cadre

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat-cadre ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la levée de la présente réserve de la forme écrite.

23.1 Résiliation pour justes motifs

Chaque partie a le droit de résilier par écrit, avant l'expiration de leur durée, le contrat-cadre ou les contrats spécifiques pour justes motifs en cas de violation grave des dispositions contractuelles par l'autre partie. La partie envisageant la résiliation fixe au préalable à l'autre partie un délai convenable pour qu'elle puisse fournir ses prestations conformément au contrat.

Le service adjudicateur a le droit de résilier le présent contrat-cadre avec effet immédiat pour justes motifs notamment si :

- l'entreprise est mise en faillite, a déposé une demande de sursis concordataire ou entre en liquidation ;
- l'entreprise s'est déclarée en liquidation (sont exclus les cas de liquidation volontaire en vue d'une fusion ou d'une réorganisation) ;
- les biens de l'entreprise sont saisis ;
- l'entreprise ne remplit pas ses obligations contractuelles malgré la notification écrite de réclamations et l'octroi d'un délai convenable pour remplir correctement lesdites obligations.

La résiliation pour justes motifs n'affecte pas les autres droits des parties, notamment le droit de garantie, le droit à des dommages-intérêts et le droit au versement de peines conventionnelles, ni leur obligation de maintien du secret.

24 Nombre d'exemplaires et signatures par les parties

Le présent contrat est établi en trois exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Le présent contrat peut être signé électroniquement. Les parties reconnaissent que les signatures apposées électroniquement les lient juridiquement.

Pour le service d'achat

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL

Lieu et date :

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Pour le service demandeur

Chancellerie fédérale (ChF), Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)

Lieu et date :

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Pour l'entreprise

Nom de l'entreprise

Lieu et date :

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Prénom et nom/Fonction

Signature :

.....

Destinataires :

Le présent contrat-cadre est signé en trois exemplaires originaux et mis à la disposition des unités d'organisation suivantes :

- Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL
- Chancellerie fédérale (ChF), Transformation numérique et gouvernance de l'informatique (TNI)
- **Entreprise**

Annexes :

Citer les annexes